



Schweizerischer Getreideproduzentenverband
Fédération suisse des producteurs de céréales
Federazione svizzera dei produttori di cereali

Actualités céréalières

SGPV-FSPC
Belpstrasse 26 - CH - 3007 Berne
T +41 (0)31 381 72 03 - F +41 (0)31 381 72 04
info@fspc.ch - www.fspc.ch

Publication périodique de la Fédération suisse des producteurs de céréales



Fritz Glauser, Président

Solidarité entre agriculteurs ou chacun pour soi, que choisir?

Les pressions exercées par différents milieux sur le monde agricole suisse se sont fortement accentuées ces derniers mois. Citons entre autres les discussions infondées sur le glyphosate, l'initiative pour une eau potable propre qui signifie la fin de l'agriculture intégrée en Suisse, la volonté affichée du Conseil fédéral de supprimer les droits de douane agricoles, ou les actions médiatiques des véganes qui, en exigeant le respect des animaux, écartent totalement celui des éleveurs.

Ces attaques, basées sur des réflexions utopistes et très éloignées du monde agricole, sont néanmoins largement reprises par des médias et les réseaux sociaux en quête de sensationnel, de photos chocs ou de propos provocateurs.

Comment réagir? L'agriculture suisse doit rester unie, défendre ses intérêts en évitant les tensions internes entre modes, branches ou zones de production.

Ce travail de défense professionnelle se fait au niveau des conditions-cadre (politique agricole, protection à la frontière, accords de libre-échange), de la communication (envers les producteurs mais également envers le grand public) et des marchés (gestion de l'offre, prix indicatifs, conditions de prise en charge). Sans ce travail et sans une certaine solidarité entre les paysans suisses, nous pourrions dire adieu à notre agriculture productive!



Hannah Hutter

Augmentation des cotisations pour une gestion des quantités

Dans le cadre de la loi chocolatière actuellement en vigueur, la Confédération soutient financièrement les exportations de produits finis contenant de la farine (à l'exemple des biscuits) ou du lait suisses. Suite à une décision de l'OMC, ce système ne sera plus admis dès 2019. Sans soutiens financiers pour l'exportation de produits finis élaborés avec des céréales suisses, les exportateurs se tourneraient vers des matières premières importées sans droit de douane (trafic de perfectionnement). Afin que les paysans puissent maintenir les volumes de production de céréales panifiables suisses, un nouveau système de soutien à l'exportation doit être mis en place, sur une base privée.

Le nouveau système

Avec le nouveau système, des cotisations plus élevées seront prélevées dès la récolte 2018 de céréales panifiables auprès des producteurs. Avec les cotisations encaissées, la filière verse aux exportateurs une partie de la différence de prix de la farine entre la Suisse et l'UE. Ainsi, les exportateurs restent concurrentiels et les paysans suisses peuvent maintenir les quantités produites. L'augmentation des cotisations des producteurs sera compensée par un paiement direct de la Confédération à hauteur de Fr. 120.-/ha dès le printemps 2019. Cette contribution à la surface ne sera cependant versée que si la filière met en place un système de soutiens à l'exportation qui fonctionne.

Les risques sans ce nouveau système

Sans solution alternative à la loi chocolatière, 50'000t de céréales panifiables (10% de la production annuelle) se retrouveront sous forme d'excédents sur le marché suisse. Sans gestion des quantités, ces excédents exerceraient une pression sur les prix aux producteurs, avec des baisses de prix estimées entre Fr. 8.- à 10.-/dt. Au-delà des prix plus bas sur le marché, la contribution à la surface serait également supprimée.

L'engagement pour les marchés à l'exportation doit être considéré comme un investissement pour les producteurs pour assurer des prix à un niveau rémunérateur durant les prochaines années.

Effets positifs de la nouvelle gestion des quantités

- Une contribution pour toutes les céréales sera versée avec le nouveau système
- Les prix payés aux producteurs restent stables
- La stratégie Qualité de l'agriculture suisse sera renforcée
- Le volume de mouture en Suisse reste stable; les places de travail sont maintenues.

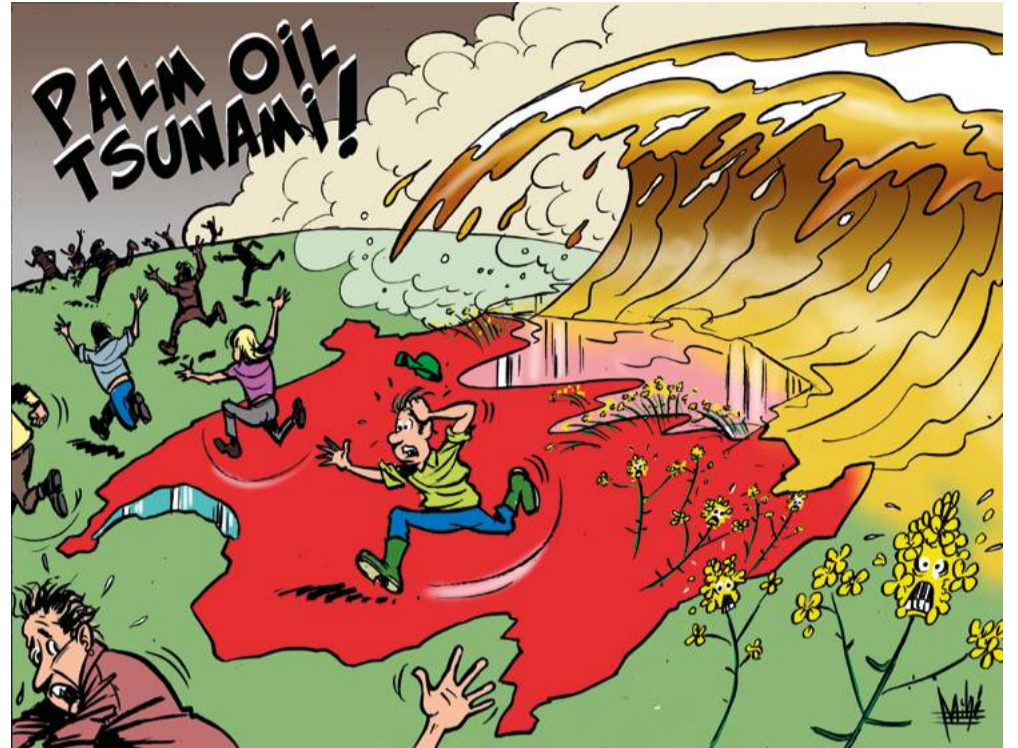


Martin Iseli

Comité: augmenter l'auto-provisionnement

Martin Iseli (TG) est membre du Comité depuis le mois de novembre 2017. Sa motivation pour s'impliquer au sein de la FSPC est la suivante:

« En tant que jeune producteur de céréales et de colza, il est important que les cultures indigènes soient traitées équitablement et correctement. »



Andrea Koch

Importations d'huile de palme: une coalition forte

En collaboration avec des organisations de protection de l'environnement, de défense des droits de l'homme et des consommateurs, ainsi qu'avec l'Union suisse des paysans, la FSPC se bat depuis le printemps 2015 contre le libre-échange de l'huile de palme.

Le Conseil fédéral négocie néanmoins depuis 2012 un accord de libre-échange avec l'Indonésie et promet des avantages pour les exportateurs suisses. En contrepartie, l'Indonésie – comme la Malaisie – souhaite une réduction des droits de douane pour l'huile de palme. Cette réduction ne menace pas uniquement la production suisse de colza car l'extension des plantations de palmiers détruit également les ressources fondamentales des populations locales et l'environnement des pays producteurs.

Le fruit de la dernière collaboration était un reportage de l'émission « 10 vor 10 » sur la visite de représentants des paysans indonésiens dans le moulin suisse Briseck. Alors que la FSPC a organisé le lieu de visite et le programme, Pain pour le prochain a pu utiliser des contacts médiatiques. **Cette collaboration est intéressante d'une part pour les médias, car elle est inhabituelle. D'autre part, elle montre que nos revendications sont largement soutenues par la société civile.** Les commentaires des téléspectateurs de « 10 vor 10 » montrent que presque personne n'est d'accord avec une facilitation des importations d'huile de palme.

Cette collaboration avec des organisations de défense des droits de l'homme et de l'environnement offre également un appui politique plus large contre ces accords. Des interventions à ce sujet ont déjà été déposées par des représentants de l'UDC, du PS, des Verts, du PDC et du PBD. Au niveau cantonal, le PLR était également représenté.

Cette large coalition et les appuis au Parlement créent une pression indirecte au niveau des négociateurs suisses pour qu'ils ne cèdent pas face à l'Indonésie et à la Malaisie, ce qui est positif pour les producteurs suisses. D'autant plus qu'une discussion de fond sur les coûts et bénéfices des accords de libre-échange en Suisse et à l'étranger n'a jamais eu lieu et qu'aucun chiffre n'a été présenté.



Visite de l'huilerie Briseck avec des revendications communes: Pour Anton Widjaya et Yyun Harmono, il est clair que toute réduction des droits de douane pour l'huile de palme aura des conséquences et détruira les ressources fondamentales des populations locales en Indonésie. Miges Baumann (Pain pour le prochain) s'engage contre l'accaparement des terres par les plantations de palmiers. Daniel Vetterli (député UDC au Grand conseil thurgovien) se bat avec une initiative cantonale pour que l'huile de palme soit exclue des accords de libre-échange.